

TRIULZI, Alessandro & ERCOLESSI, M. Cristina (eds.).
— *State, Power, and New Political Actors in Postcolonial Africa*. Milano, Feltrinelli (« Annali della
Fondazione Giangiacomo »), 2004, 284 p.

Alexis ROY



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/5496>
ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 25 juin 2005
ISBN : 978-2-7132-2048-7
ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Alexis ROY, « TRIULZI, Alessandro & ERCOLESSI, M. Cristina (eds.). — *State, Power, and New Political Actors in Postcolonial Africa*. Milano, Feltrinelli (« Annali della Fondazione Giangiacomo »), 2004, 284 p. », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 178 | 2005, mis en ligne le 30 juin 2005, consulté le 01 mai 2019.
URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/5496>

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© Cahiers d'Études africaines

TRIULZI, Alessandro & ERCOLESSI, M. Cristina (eds.). – *State, Power, and New Political Actors in Postcolonial Africa*. Milano, Feltrinelli (« Annali della Fondazione Giangiacomo »), 2004, 284 p.

Alexis ROY

- 1 Cet ouvrage, riche de quatorze articles, tente de réconcilier les différentes approches de l'étude du politique en Afrique, historiquement écartelées entre celles qui privilégient l'étude de l'État et celles qui prônent l'approche « par le bas ». A. Triulzi et C. Ercolessi préfèrent encourager l'étude des relations entre l'État et la société en Afrique. À la suite des nombreux changements politiques qui ont traversé le continent durant les années 1990 (essor de la démocratie et pluralisme politique, guerres civiles, éclatement ou recomposition territoriale, restructuration de l'État par le biais des programmes d'ajustements structurels, etc.), les différentes contributions illustrent les problématiques nouvelles : la citoyenneté, la démocratisation et la place de l'État, les modes d'adhésion à un territoire, à une nation. A. Triulzi et M. C. Ercolessi ont privilégié la transdisciplinarité (anthropologues, historiens, philosophes, politologues), souhaitant élargir le spectre des analyses politiques. L'ouvrage concerne l'Afrique de l'Ouest, le Kenya, le Mozambique et la corne de l'Afrique.
- 2 Les changements politiques en Afrique ont surpris quelques africanistes à la fin des années 1980 et au début des années 1990¹. Les méthodes à adopter pour étudier le politique en Afrique postcoloniale alimentent les débats depuis les années 1960, débats présentés par les auteurs dans l'introduction. Ce qui est intéressant ici, c'est de voir que les thématiques concernant la démocratisation de certains pays africains ont nécessité ce changement de méthode proposé par nos auteurs. Ce sont les bouleversements politiques

des années 1990 qui ont tourné les chercheurs vers ces questions : comment étudier la démocratisation, la citoyenneté, sans s'interroger sur les rapports société/État ? L'étude de la citoyenneté (A. M. Gentili, « Democracy and Citizenship in Mozambique »), du (non)nationalisme, du rôle des clans, des factions, de l'informel et des nouveaux acteurs économiques et sociaux (Roland Marchal, « Somalie : dissolution de l'État et nouveaux acteurs sociaux »), les questionnements sur la place et la validité du concept de société civile (R. Otayek, « Civil Society and Democracy : A Critical and Comparative View from an African Perspective ») ou encore les réflexions sur les notions de *public morality* et de *moral ethnicities* dans l'unité du Kenya (J. Lonsdale, « Threads and Patches : Moral and Political Argument in Kenya ») soulignent la nécessité d'approfondir les recherches sur les interactions entre les sociétés et les États. Plusieurs articles ont le mérite de tenter d'étudier ces rapports en évitant d'opérer une dichotomie entre société et État, entre le « bas » et le « haut ». Les études du pouvoir et des nouveaux acteurs politiques des années 1990, envahies par les travaux des politiques de développement et des institutions monétaires internationales, reposent sur beaucoup de notions floues dans le contexte africain (comme les concepts de « bonne gouvernance, société civile et démocratie locale/décentralisation »). En filigrane ou plus directement (R. Otayek), l'ouvrage questionne ces notions, leur intérêt et les spécificités africaines qui les remettent en question, en évitant de les enfermer dans une rhétorique prégnante plutôt idéologique ou discursive. A. Olukoshi (« Towards the Restoration of Social State in Africa ») insiste sur la place à accorder à l'État dans l'Afrique d'aujourd'hui, en quête de citoyenneté. Quel rôle l'État doit-il jouer dans le processus de démocratisation ? Face à la libéralisation de l'État, l'auteur propose une restauration d'un État « providence » de type keynésien en vue de la « *restoration of social citizenship* » (p. 268). Cela a le mérite de rappeler l'un des paradoxes des années 1990 : la libéralisation économique et politique du continent n'a pas suscité l'adhésion des populations à un modèle citoyen efficace. Pour D.C. Bach (« State "Capture" without State Control : Regionalisation through Trans-state Networks »), la privatisation de l'État a favorisé la criminalité et renforcé son caractère patrimonial, et la confusion entre le public et le privé est facilitée par la faiblesse de la loi. C'est pour Olukoshi le contrat social entre citoyen et État qu'il faut modifier, ce qui passe par la reconstruction et donc la légitimation de ce dernier.

- 3 Ces différents articles nous amènent aussi à réinterpréter le débat sur les facteurs endogènes et exogènes de la politique en Afrique. Ils dépassent la dichotomie qui prolonge celle de la tradition et de la modernité, sous d'autres formes. La lecture du politique que nous offrent ces articles témoigne de l'africanisation courante de caractères *a priori* exogènes. L'endogène, même militant, est souvent nourri d'exogène, comme en témoigne l'article de J.L. Amselle (« Les usages politiques du passé : le n'ko et la décentralisation administrative au Mali »). Le mouvement n'ko, affirmation d'une culture endogène mandingue, est cependant nourri d'apports exogènes, arabes et européens. De plus, la (re)lecture de l'histoire du mandingue par le n'ko permet l'endogénéisation d'une réforme *a priori* exogène : la décentralisation. Il en est de même dans l'article de Lonsdale qui écrit que les Kenyans peuvent être à la fois « ethnically patriotic, tribally factional, paternally authoritarian and democratically plural » (p. 30). Ces articles attestent l'idée que l'endogène et l'exogène, loin de s'opposer, s'articulent, d'où la spécificité politique du continent et la nécessité d'éviter de calquer la lecture démocratique de l'Afrique sur le modèle occidental.

- 4 Qui sont ces « nouveaux acteurs politiques » que met en avant le titre de l'ouvrage ? C. Coquery-Vidrovitch (« Femmes et jeunes en ville : nouveaux acteurs en Afrique occidentale ») démontre le rôle de plus en plus important joué par des femmes et des jeunes depuis les indépendances, ce qui est indéniable. Pourtant, ils sont peut-être plus nouveaux en tant qu'objet d'étude² qu'en tant qu'acteurs. Des pays où régnerait la « gérontocratie » n'ont-ils pas vu des leaders, alors relativement jeunes, prendre le pouvoir (Moussa Traoré, 32 ans ; Thomas Sankara, 33 ans ; Eyadema, 31 ans ; Mobutu, 35 ans) et s'appuyer sur des mouvements de jeunesse (les pionniers) ? Autre figure qui traverse l'ouvrage, et notamment l'article de R. Marchal, l'entrepreneur, le commerçant, évoluant le plus souvent dans l'informel et s'appuyant sur des réseaux transnationaux. Sans discuter l'analyse pertinente de D. C. Bach ou de R. Marchal sur la Somalie, on peut s'interroger sur la valeur de l'informel et la mise en avant du caractère transnational du commerce ou de la criminalisation, aussi bien dans l'ouvrage que dans les publications actuelles sur l'Afrique. Malgré des périodes de protectionnisme et de repli autoritaire, les Africains n'ont pas attendu les frontières et les nations pour faire du commerce de longue distance, en s'appuyant sur différents réseaux. Quant à la notion d'« informel », généralisée dans les études africanistes, est-elle adaptée dans la mesure où elle constitue dans certains pays une part majeure de l'économie ? Si l'informel devient la norme, est-il pertinent de continuer à l'opposer au formel ? De plus, l'État, qui est censé être un facteur de norme, donc de formel, est souvent au cœur de l'informel, puisque ce sont ses acteurs qui favorisent et parfois encouragent son contournement. La norme, à défaut d'être administrative, est plus souvent proche du « système D ». Ce qui nous ramène à la question citoyenne et à l'adhésion aux normes que devrait imposer l'État.
- 5 La richesse et la pertinence de ces textes témoignent du dynamisme politique à l'œuvre en Afrique. Ils démontrent également que l'évolution de l'Afrique s'opère généralement dans une continuité, qui agrège ou rejette, d'où l'invalidité des analyses trop mécanistes, tant l'Afrique politique semble être multiforme.

NOTES

1. C. COQUERY-VIDROVITCH, « Histoire et historiographie du politique en Afrique. La nécessité d'une relecture critique (À propos de la démocratie) », *Politique Africaine*, 46 (1992), pp. 31-41.

2. C. COQUERY-VIDROVITCH rappelle que le premier colloque sur l'esprit d'entreprise féminin eut lieu seulement en 1999, alors que, par exemple, les fameuses « Nana-Benz » de Lomé apparurent dès les années 1930.